



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2024-095

Envoyé en préfecture le 29/11/2024

Reçu en préfecture le 29/11/2024

Publié le 29/11/2024

ID : 007-210703468-20241127-DEL2024_095SG-DE



Séance publique du 27 novembre 2024

Le 27 novembre 2024 à 18 heures trente, le Conseil Municipal de VIVIERS s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Martine MATTEI, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux :

- en exercice : 27

- présents à la séance : 23

Date de l'envoi et de

l'affichage de la

convocation : 21.11.24

Étaient présents : Mme MATTEI Martine - Mme CHAIX Marie-Pierre – M. LEBRETON Frédéric - Mme RIFFARD-VOILQUE Martine - M. SAPHORES Pierre – Mme COMBIER Marie-Christine – M. HAUSHERR François – Mme LARMANDE Véronique - M. FRANCOIS Patrick – M. WNUK Stanislas – Mme DAHMANI Samira - Mme FAURE-ALLIRAND Estelle – Mme ROCHE Patricia - Mme SIRVENT Eliane – M. ROYERE Christian – Mme BOZIER Sylvie – Mme MARSENI Habiba - M. SERRE Claude - M. LAVIS Christian – M. HALLYNCK Dominique - M. MURCIA Antoine – Mme STEL Julie - – M. GUILLERM Stéphane

Absente : Mme PORQUET Céline

Procurations :

- M. RANCHON Denis à Mme RIFFARD-VOILQUE Martine
- Mme BOUGUERRA Nadia à Mme SIRVENT Eliane
- M. SAEZ Jean-Pierre à M. HALLYNCK Dominique

Secrétaire de séance : Mme Estelle FAURE-ALLIRAND

OBJET : INDEMNITES D'ASTREINTES DES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE

Rapporteur : Madame Martine MATTEI

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 14 novembre 2024,

Considérant, qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail,

Considérant que les agents des collectivités territoriales bénéficient d'une indemnité ou, à défaut, d'un repos compensateur lorsqu'ils sont appelés à participer à une période d'astreinte, avec ou sans intervention, ou de permanence,

Considérant les besoins de la collectivité et qu'il y a lieu d'instaurer un régime d'astreintes, ainsi que les indemnités qui s'y rattachent,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

→ **DECIDE** que les agents titulaires ou non-titulaires exerceront des astreintes dans les conditions suivantes :

Mise en place des périodes d'astreinte :

La mise en œuvre des astreintes est destinée à assurer un fonctionnement optimal des services publics dont l'intervention peut se justifier à tout moment. Il s'agit en particulier d'assurer dans des conditions adaptées la tranquillité et la sécurité publique, et de garantir la continuité des services publics dans les domaines où elle s'impose.

L'astreinte permet d'assurer une éventuelle intervention en cas d'urgences diverses sur la commune, d'évènement climatique (neige, inondation, etc...), ou tout autre incident inattendu. Des périodes d'astreinte seront mises en place en semaine, du lundi matin au lundi matin suivant.

Sont concernés les emplois de la filière police municipale.

Interventions :

Toute intervention lors des périodes d'astreintes sera récupérée ou indemnisée selon les barèmes en vigueur.

Indemnisations :

Ces indemnités ou compensations sont attribuées de manière forfaitaire et suivront les taux fixés par arrêtés ministériels.

→ **CHARGE** Madame le Maire de la mise en œuvre de la présente décision,

→ **VOTE** à l'unanimité.

Délibéré le 27 novembre 2024

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal

Martine MATTEI

Maire de Viviers

